

CONGO



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 342 000 km²

Population : 5,6 millions d'habitants

Densité : 16,4 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 2,5 %

Part de la population urbaine : 68,3 %

Économie

Notation de la dette souveraine (Fitch, 2020) : CCC

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021 : 153^e/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2020) : 2,7

Taux de change effectif réel (moyenne 2017-2021, base 100 en 2010) : 99,9 (98,8 pour la CEMAC)

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire inférieur

Risque de surendettement : en crise de surendettement

PIB par habitant (2021) : 2 213,9 dollars US

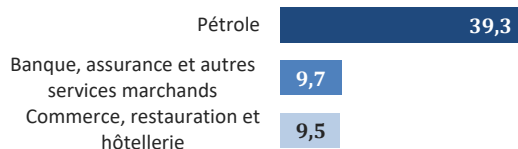
Taux de croissance (2021) : - 1,9 %

Inflation (2021) : 2,3 %

PIB (2021) : 7779 milliards de francs CFA / 12 milliards de dollars US

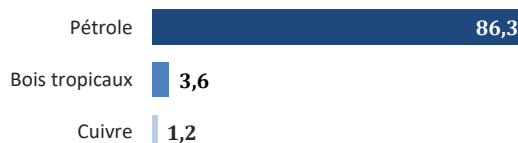
Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2017-2021)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2017-2021)



Développement humain et infrastructures



63,5 ans

Espérance de vie



39,6 %

Population sous le seuil de pauvreté



73,8 %

Accès à l'eau potable



4,5 %

Mortalité infantile



48,9

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



49,5 %

Accès à l'électricité



18 %

Malnutrition infantile



80,3 %

Alphabétisation des adultes



88,6

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



132/191

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



47,1 %

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



65,1 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2022 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.



Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, direction des Archives (pôle géographique) © Septembre 2016

Faits saillants

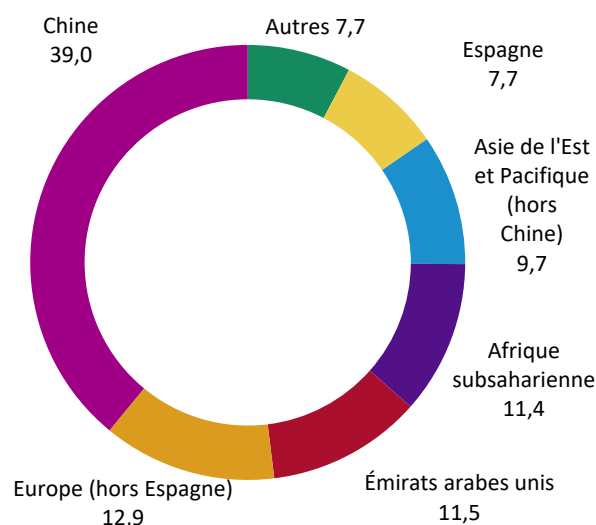
- **Le repli de l'activité en 2021 a été moins fort qu'anticipé en raison des bonnes performances du secteur non-pétrolier.** L'économie s'est contractée de 1,9 % sur l'année, soit moins que la contraction de 3,8 % anticipée mi-2021. Les prix à la consommation ont progressé de 2,3 % sur l'année.
- **La population a été durement affectée par les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19.** Le PIB réel par habitant s'est contracté de 3,0 % en 2021, après une baisse drastique de 10,4 % en 2020. 700 000 résidents urbains étaient en situation d'insécurité alimentaire en 2021 en raison de la hausse des prix des matières premières.
- **La hausse des prix du pétrole a permis de dégager un excédent budgétaire primaire (3,4 % du PIB) et un solde des transactions courantes positif (10,9 % du PIB).** Ces résultats se sont avérés meilleurs qu'anticipé.
- **Le poids de la dette publique (105,6 % du PIB fin 2021) demeure préoccupant en dépit d'une forte baisse en 2021 (- 19,3 points de pourcentage – pp – par rapport à 2020).** La dernière analyse de la viabilité de la dette du Fonds monétaire international (FMI) indique que celle-ci est viable malgré une situation de surendettement, essentiellement due aux arriérés de paiement.
- **L'adaptation aux effets du changement climatique et la diversification de l'économie constituent les principaux enjeux de Congo.** La diversification nécessaire du secteur productif augmentera la résilience de l'économie face aux politiques d'atténuation et à la baisse de la demande mondiale en pétrole. Cette diversification suppose une coopération internationale plus importante et la mise en place de politiques ambitieuses pour développer le capital humain du pays.
- **Le président sortant Denis Sassou-Nguesso a été réélu en mars 2021 et son parti a remporté les législatives en juillet 2022.**

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

Le Congo est un pays à revenu intermédiaire inférieur dont le PIB par habitant s'est fortement contracté (- 35,3 %) entre 2010 et 2021. Le PIB par habitant, exprimé en dollars US constants de 2017 en parité de pouvoir d'achat, s'élevait ainsi à 3 910 dollars US en 2021, plaçant le pays au troisième rang de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) derrière la Guinée équatoriale et le Gabon.

L'économie du pays dépend fortement du secteur pétrolier. Celui-ci a représenté 39,3 % du PIB en moyenne sur les cinq dernières années, 60,4 % des recettes budgétaires de l'État et 86,3 % des exportations du pays. Cette dépendance au secteur pétrolier rend le pays très vulnérable aux fluctuations des cours mondiaux de cette matière première. Ainsi, la baisse des prix du pétrole en 2014 a entraîné le fort repli de l'économie observé depuis 2015. L'activité est également tributaire des découvertes de nouveaux gisements et des rendements de ceux en exploitation.

Destinations des exportations du Congo (2016-2020)
(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Congo

	2019	2020	2021
Pétrole brut (en millions de tonnes)	17,0	15,4	13,8
Prix du baril de pétrole congolais (en dollars US)	64,4	40,8	69,5
Prix moyen à l'export (en milliers de francs CFA par tonne)	273,2	169,5	278,6
Gaz naturel (en millions de tonnes)	0,1	0,1	0,1
Prix moyen du gaz congolais (en dollars US par tonne)	371,3	303,5	1 122,3
Bois tropicaux			
Production de bois (en milliers de m ³)	2 252,9	2 413,3	2 249,2
<i>dont grumes</i>	1 806,7	1 933,2	1 801,8
Exportations de grumes, sciages et dérivés (en milliers de m ³)	988,0	1 075,9	1 002,8
Prix moyen à l'exportation (en milliers de francs CFA par m ³)	142,7	144,6	141,2
Rondins d'eucalyptus (en milliers de tonnes)	0,0	0,0	0,0
Sucre de canne (en milliers de tonnes)	59,5	62,0	63,5

Sources : BEAC et administrations nationales.

Le pays dispose de 3 000 millions de barils en réserve (soit environ 26 ans de production au niveau actuel) et demeure le troisième producteur d'Afrique subsaharienne (ASS) et le premier exportateur de la CEMAC.

La baisse du revenu au cours la dernière décennie, accentuée par la dépendance de l'économie vis-à-vis du secteur pétrolier, a entravé les progrès sociaux. L'indice de développement humain (IDH) du Congo reflète, selon la méthodologie du PNUD, un niveau de développement qualifié de «moyen», au 153^e rang mondial (4^e rang de la CEMAC). Près de 40 % de la population congolaise vit sous le seuil de pauvreté, la moitié de la population n'a pas accès à l'électricité et plus du quart n'a pas accès à l'eau potable. Près d'un cinquième des enfants souffrent de malnutrition et la durée moyenne de scolarité atteint 6,2 ans, ce qui pèsera, à terme, sur le potentiel de productivité de l'économie.

À l'instar des autres pays de la CEMAC, l'inflation est structurellement faible au Congo (1,5 % en moyenne annuelle au cours des cinq dernières années, contre 1,9 % en CEMAC). Elle est largement inférieure à l'inflation moyenne en Afrique subsaharienne (9,7 % sur la même période selon le FMI). Cette stabilité des prix est en partie due à l'ancrage de la monnaie à l'euro.

Les exportations sont peu diversifiées et l'intégration régionale est limitée. La Chine représente 39 % des débouchés, contre 20,6 % pour l'Europe. Les exportations à destination de l'ASS ne représentent que 11,4 % du total. Selon l'Atlas de la complexité économique ¹,

le secteur productif congolais est l'un des moins diversifiés au monde (au 128^e rang sur 133 économie étudiées) et cette diversification est en-deçà de ce qui est prédit par le niveau de revenu du pays. En outre, la diversification de l'économie congolaise est stagnante sur les trois dernières décennies, ce qui entrave son potentiel de croissance et de résilience aux chocs sur les prix du pétrole.

Le développement financier progresse, mais reste faible. Selon les données issues de Global Findex, la part de la population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte bancaire est en augmentation et atteint 47 % en 2021, soit + 21 pp par rapport à 2017 (contre 10 % en 2011). La part de la population disposant d'un compte électronique progresse également, à 37 % en 2021, contre seulement 6 % en 2017. Le crédit domestique au secteur privé demeure cependant très faible et représentait 12,0 % du PIB au Congo entre 2010 et 2019, contre 43,6 % du PIB en ASS et 122,0 % du PIB dans le monde pour la même période. Les structures de prêts, essentiellement accordés à court ou moyen terme, entravent également le développement de l'activité du secteur privé.

Le secteur bancaire est constitué de onze établissements de crédit (dont la BGFIBank et la Banque sino-congolaise pour l'Afrique) et près de soixante établissements de microfinance, ce dernier secteur étant dominé par le groupe des Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit (Mucodec).

¹ Cf. <https://atlas.cid.harvard.edu/countries/47>

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

L'économie congolaise a peu bénéficié de la reprise mondiale en 2021 et a connu sa cinquième récession en six ans, avec une contraction du PIB réel de 1,9 %. Le manque de dynamisme de l'activité est principalement dû au secteur pétrolier, en forte contraction sur l'année (- 11,0 %, soit 1,6 million de tonnes de pétrole brut en moins en 2021, et - 18,9 % sur deux ans). Ce repli du secteur pétrolier (cf. tableau *supra*) s'explique par les contraintes structurelles auxquelles fait face le secteur (sous-investissement et champs arrivant à maturité). Cette situation constitue un réel défi dans un contexte de reprise de la demande mondiale et de hausse des prix mondiaux. Le secteur non pétrolier a connu sa première expansion en six ans, avec un taux de croissance de 5,1 % en 2021 (après une contraction cumulée de 32,2 % lors des cinq années précédentes), notamment alimenté par l'agriculture, les mines, les industries manufacturières et les services marchands. La hausse des dépenses sociales, favorable au pouvoir d'achat des ménages, et le règlement par l'État d'une partie de ses arriérés de paiement ont contribué à la reprise. La hausse des prix des carburants, et donc des coûts de transport, a également pu favoriser la production domestique du fait du report d'une partie de la demande vers les biens produits localement.

L'économie devrait retrouver une croissance positive en 2022 (+ 1,7 %) selon les prévisions de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). L'accroissement de l'activité serait principalement dû au secteur non pétrolier (+2,8 %), alors que le secteur pétrolier stagnerait.

Aux conséquences de la crise la Covid-19, toujours sensibles en 2021, se sont ajoutés de nouveaux chocs économiques en 2022. Le PIB réel par habitant s'est de nouveau contracté de 3,0 % en 2021, après la baisse de 10,4 % en 2020. Selon les prévisions du FMI (octobre 2022), le PIB par habitant ne retrouvera pas son niveau de 2019 avant 2027 (fin d'horizon).

Les hausses des prix des matières premières agricoles sur les marchés mondiaux depuis mi-2020 ont affecté le budget des ménages et 700 000 résidents urbains étaient en situation d'insécurité alimentaire en 2021.

L'inflation a atteint 2,3 % en 2021, en hausse par rapport à 2020 (+ 1,2 point de pourcentage). Cette augmentation des prix à la consommation peut s'expliquer en partie par des facteurs internes, du fait de la reprise du secteur non pétrolier, mais surtout externes :

Activité économique et inflation au Congo.

(en %)

	2019	2020	2021	2022
Variation annuelle du PIB	- 0,2	- 6,1	- 1,9	1,7
Inflation (en moyenne annuelle)	2,3	1,1	2,3	3,8

Note : Prévisions pour 2022.

Source : BEAC.

hausse de la demande globale, hausse des prix des matières premières agricoles et énergétiques, et donc des coûts des transports et des prix des importations. L'inflation alimentaire et celle énergétique ont ainsi atteint respectivement 3,7 % et 5,5 %, tandis que l'inflation sous-jacente a été contenue à 1,3 %. L'inflation atteindrait globalement 3,8 % en 2022, alimentée notamment par l'inflation sous-jacente (+ 5,2 %) dans un contexte de forte hausse des prix aux niveaux mondial et africain.

Le solde des transactions courantes s'est fortement amélioré en 2021 pour atteindre un excédent de 849,4 milliards de francs CFA (10,9 % du PIB), soit une hausse de 475 % sur un an. Cet excédent est principalement dû à une amélioration de la balance des biens (+ 853 %) : les exportations (+ 44 %) ont plus que compensé la hausse des importations (+ 13 %), les exportations pétrolières (+ 48 %) ayant bénéficié de la hausse des prix mondiaux du pétrole. La balance des services s'est faiblement dégradée (- 6 %), du fait principalement de la hausse des coûts liés aux transports internationaux (+ 30 %). Le déficit des revenus primaires a été partiellement comblé (baisse de 36 %) malgré une hausse de 6 % des intérêts sur la dette, et le solde des revenus secondaires s'est contracté (- 78 %) en raison de la baisse marquée des aides budgétaires aux administrations publiques. Le repli du poste autres investissements (- 119 %) explique la forte baisse du solde du compte financier (- 329 %), malgré une diminution des sorties d'investissements directs (- 52 %).

La hausse des prix mondiaux du pétrole a compensé la baisse de la production en 2021 et a permis de dégager un excédent budgétaire primaire représentant 3,4 % du PIB, le solde base engagement (dons compris) atteignant 1,7 % du PIB. Le dynamisme des recettes budgétaires (+ 29,8 %) a dépassé celui des dépenses totales (+ 8,0 %), grâce à la progression des recettes pétrolières (+ 61 % en 2021) qui demeurent cependant inférieures à leur niveau d'avant-crise (- 20 % par rapport à 2019). La consolidation des finances publiques reste cependant tributaire des fluctuations des cours du pétrole, les recettes non

pétrolières ayant diminué (-3,0 %) malgré l'expansion du secteur non pétrolier en 2021. Les dépenses en salaires (+2,1 %) et en capital (+5,8 %) ont été contenues. La hausse des dépenses est donc principalement due au paiement des intérêts sur la dette intérieure (+114 %) et extérieure (+71 %).

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé un programme de trois ans au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) en janvier 2022. L'approbation s'est accompagnée d'un déboursement immédiat de 90 millions de dollars US, sur un total de 324 millions de droits de tirage spéciaux (DTS, soit environ 455 millions de dollars US). L'objectif du programme est d'aider les autorités à maintenir la stabilité macroéconomique et de favoriser la reprise économique dans un contexte toujours marqué par les effets de la pandémie. Les critères de performance et structurels du programme se concentrent sur les finances publiques et sur la gouvernance. En juin 2022, lors de la première revue du programme, l'ensemble des critères de performances étaient atteints, entraînant un décaissement d'environ 87 millions de dollars US. La deuxième revue du programme a été validée, malgré une performance mitigée, en février 2023, permettant un autre décaissement du même montant.

La consolidation des finances publiques et la hausse du PIB nominal ont amélioré le ratio de la dette publique en 2021, qui s'est établi à 105,6 % du PIB (-19,3 pp par rapport à 2020). Toutefois, le pays se trouve en situation de surendettement en raison de ses arriérés de paiement même si la dette, externe et totale, demeure viable². Le ratio d'endettement a reculé en 2022, pour s'établir à 99,1 % du PIB (-8,8 pp), mais demeure fortement tributaire de l'évolution des prix du pétrole.

Après une année 2020 dynamique, l'activité bancaire a confirmé sa progression en 2021. Le bilan des établissements de crédit a crû de 9,4 % en 2021 et de 26,6 % sur deux ans, du fait principalement d'une hausse des opérations de trésorerie, interbancaires et avec la clientèle. Les crédits à l'économie ont ainsi progressé de 11 %, particulièrement les crédits de long terme (+171 %). Le coefficient de rentabilité a continué de s'améliorer pour atteindre 10,9 % en 2021 (contre 1,1 % en 2019) grâce à une hausse de 113 % du résultat net du secteur, et le taux de marge nette est passé de 2,5 % en 2019 à 25,1 % en 2021. Le taux brut de créance

a de nouveau diminué pour s'établir à 17,2 % tandis que le taux de provisionnement s'est élevé à 64,2 % (contre 35,9 % en 2019). En 2021, le ratio de liquidité du secteur bancaire s'est consolidé à 175,9 % (+1,5 pp sur un an), tandis que le ratio de couverture des risques (21,8 %) s'est amélioré après une année 2020 difficile.

ENJEUX ET DÉFIS

Le Congo est en situation de surendettement et le maintien de la viabilité de sa dette publique est un enjeu crucial. La dette publique du pays demeure viable selon les analyses du FMI de septembre 2021, confirmées en juin 2022 et février 2023. Les discussions ouvertes en 2019 concernant la restructuration de la dette avaient abouti en 2022. Néanmoins, il reste des arriérés de paiement, principalement envers India Exim Bank, des créanciers commerciaux chinois et neuf fournisseurs. En 2021, le ratio de la dette publique, exprimé en pourcentage du PIB, a diminué et des mesures devaient soutenir cette tendance. D'une part la dette publique extérieure, principalement détenue par la Chine et des entreprises chinoises (15,5 % du PIB) et des négociants pétroliers (10 % du PIB), a enregistré une baisse de son ratio de 7 pp qui devrait se poursuivre. En effet, selon les termes de la FEC approuvée en janvier 2022, de nouvelles dettes externes ne pourront être contractées que si elles sont concessionnelles. D'autre part, le ratio de dette publique domestique a également baissé (-3 pp). Enfin, des programmes d'assistance technique du FMI et de la Banque mondiale sont en cours pour améliorer la gestion de la dette publique et la publication des chiffres (cf. la première revue de programme du FMI, juillet 2022 et la deuxième revue, février 2023).

La diversification de l'économie congolaise constitue l'un des principaux enjeux pour le développement du pays. Un secteur productif plus diversifié est seul à même de pouvoir accroître la résilience de l'économie aux fluctuations des prix du pétrole et, plus largement, aux chocs de la demande mondiale. Cette diversification est également primordiale pour augmenter la mobilisation des ressources internes et ainsi améliorer la soutenabilité de la dette. Les autorités, par l'approbation du Plan national de développement (PND) 2022-2026, ont ciblé les secteurs de l'agriculture, du tou-

² Cf. L'analyse de la viabilité de la dette, menée en juin 2022 par le FMI dans le cadre de la première revue au titre du programme de la FEC.

risme, le développement industriel et l'économie numérique pour diversifier l'économie. Outre des financements limités et pourtant nécessaires aux investissements, le potentiel de diversification est aussi contraint par des facteurs humains et institutionnels, ainsi que par les conséquences du changement climatique.

Le changement climatique est un défi majeur auquel le pays devra faire face. Les dépenses d'adaptation, pour faire face aux conséquences de la hausse des températures et de la variabilité des précipitations notamment, affecteront progressivement le budget. Une part importante du territoire étant couverte par la forêt du bassin du Congo, puits de carbone majeur à l'échelle planétaire, le pays pourrait, en préservant ses ressources, accéder à de nouveaux types de financement tels que les obligations vertes. Les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre devraient faire baisser la demande mondiale de pétrole, soulignant davantage encore la nécessité de diversifier l'économie du pays pour maintenir, et accroître, son niveau de revenu. Ainsi, la diversification de l'économie devra être menée dans la perspective d'une transition vers une économie faiblement émettrice de gaz à effet de serre. Aux besoins de financement et d'innovation s'ajoutent ceux d'une coopération accrue, telle que prévue par les accords internationaux, mais également d'une meilleure qualification de la main d'œuvre.

Le développement humain insuffisant et les limites inhérentes au cadre institutionnel représentent des enjeux importants pour augmenter la productivité de l'économie. L'indice de développement humain du pays (classé 153/191) est plus élevé que celui de pays comparables en matière de PIB par habitant (classé 164/191) grâce à de relativement bons scores en éducation. Cependant, avec une durée moyenne de scolarisation de 6,2 années, une espérance de vie de 63,5 ans et une insécurité alimentaire forte, des progrès restent à réaliser. L'instauration de politiques sociales pour soutenir les efforts de diversification et le dynamisme du secteur productif non-pétrolier constituerait un progrès majeur. Pour une mise en place efficace de ces politiques, la disponibilité et la transparence des données devront être améliorées. Pour développer le secteur privé et réduire l'économie informelle, un environnement des affaires plus favorable est nécessaire, ce qui passera par une meilleure gouvernance publique et un renforcement de la lutte contre la corruption.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Le pays a élaboré et adopté un nouveau Plan national de développement (PND) pour la période 2022-2026.

Le plan de développement s'articulera autour de six piliers : i) agriculture au sens large ; ii) industrie ; iii) zones économiques spéciales ; iv) tourisme ; v) économie numérique ; et vi) promotion immobilière. Le PND 2018-2022 s'articulait autour de trois axes stratégiques : i) gouvernance ; ii) éducation ; et iii) diversification de l'économie. Le nouveau PND a évalué les résultats du précédent comme étant « globalement faibles », du fait notamment d'une capacité administrative limitée, de prix du pétrole trop faibles et des effets de la pandémie de Covid-19. Le document insiste également sur l'absence de données statistiques fiables empêchant l'établissement et l'évaluation de cibles à atteindre. Concernant la mise en place du PND, le document recommande notamment de prioriser les projets, d'éviter la dispersion des ressources et de renforcer l'appareil statistique du pays.

Les bailleurs multilatéraux et bilatéraux ont continué de soutenir le développement économique du pays.

La Banque mondiale a approuvé quatre projets en 2021 dans les secteurs de la santé et de l'environnement, et pour favoriser la reprise économique dans le contexte de la pandémie de Covid-19. La Banque africaine de développement n'a pas approuvé de nouveau projet au Congo en 2021, mais conserve un portefeuille de projets en cours dans les domaines des infrastructures, de la formation, du climat des affaires, de la gouvernance et de l'énergie. La Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) a octroyé un prêt de 14 milliards de francs CFA pour un projet de développement immobilier et touristique, portant ses engagements au Congo à 299 milliards. Elle sera chargée de l'ouverture et de la gestion de la ligne de financement du « Fonds bleu » pour le Bassin du Congo, en faveur duquel le Président congolais a plaidé lors de la COP26 à Glasgow. L'Agence française de développement (AFD) a lancé un projet d'appui au secteur agricole (8 millions d'euros) et l'Union européenne a financé un projet de numérisation de l'administration à hauteur de 15 millions d'euros.

Le secteur privé a également effectué plusieurs investissements d'envergure en 2021, principalement dans le secteur de l'énergie. L'entreprise Eni a signé un protocole d'accord pour un projet de bio raffinerie visant à décarboner ses opérations. TotalEnergies a lancé un projet de séquestration de 10 millions de tonnes de carbone sur 40 000 hectares dans le département des Plateaux, et Total E&P Congo a signé un accord pour une concession de 70 000 hectares afin de planter des arbres, également dans la région des Plateaux.

Dans le cadre de son Programme économique et régional, la CEMAC a initié en 2021 la réalisation de onze projets intégrateurs pour un montant estimé à environ 4,1 milliards d'euros. Le Congo est directement concerné par le corridor Brazzaville-Ouesso-Bangui-N'Djamena, l'aménagement hydroélectrique du barrage de Chollet et les lignes électriques Cameroun-Gabon-Congo-RCA, la construction du port sec de Dolisie (corridor Gabon-Congo) et de l'Université inter-États Cameroun-Congo (UIECC). Fin 2020, des promesses de financement d'un montant de 3,8 milliards d'euros ont été faites à la CEMAC lors d'une table ronde. Ces financements prendront la forme de prêts, exceptés les fonds destinés à l'UIECC qui seront exclusivement constitués de dons.

ANNEXE

Congo – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2018	2019	2020	2021
Ressources	11 209,4	11 620,0	9 215,9	10 876,4
PIB nominal	8 060,5	8 226,8	6 400,9	7 779,3
<i>dont secteur pétrolier</i>	<i>3 641,1</i>	<i>3 648,0</i>	<i>2 070,8</i>	<i>3 054,1</i>
Importations de biens et services	3 148,9	3 393,1	2 815,1	3 097,1
Biens	1 884,4	1 989,5	1 601,0	1 807,6
Services	1 264,5	1 403,6	1 214,1	1 289,5
Emplois	11 209,4	11 620,0	9 215,9	10 876,4
Consommation finale	3 156,1	3 409,2	3 851,2	3 336,1
Publique	487,3	398,1	304,2	663,3
Privée	2 668,7	3 011,0	3 547,0	2 672,8
Formation brute de capital fixe ^{a)}	2 948,4	3 067,8	2 433,1	3 353,3
Publique	123,1	142,2	186,4	297,3
Privée	2 680,1	2 779,4	2 099,4	2 907,7
<i>dont secteur pétrolier</i>	<i>923,8</i>	<i>1 020,5</i>	<i>352,8</i>	<i>1 108,6</i>
Variations de stocks	145,2	146,2	147,2	148,2
Exportations de biens et services	5 105,0	5 143,0	2 931,6	4 187,1
Biens	4 810,1	4 839,2	2 849,9	4 094,6
Services	294,8	303,8	81,7	92,4
Épargne intérieure brute	4 904,5	4 817,7	2 549,7	4 443,2
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	1 956,1	1 749,9	116,5	1 089,9
Revenus des facteurs	- 457,3	- 475,1	- 443,9	- 283,0
Épargne intérieure nette	4 447,2	4 342,6	2 105,8	4 160,2
Taux d'investissement (en % du PIB)	36,6	37,3	38,0	43,1
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	1,1	- 0,2	- 6,1	- 1,9
Déflateur du PIB	0,1	0,0	- 0,2	0,2
Prix à la consommation, en moyenne	1,2	2,3	1,1	2,3

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

Congo – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
Recettes et dons	1 888,2	2 044,4	1 373,2	1 684,2
Recettes budgétaires	1 882,2	1 987,8	1 273,2	1 652,2
Recettes pétrolières	1 288,1	1 295,1	651,0	1 049,0
dont impôt sur les sociétés et redevance	86,5	48,8	41,0	47,2
Recettes non pétrolières	594,1	692,7	622,2	603,2
dont recettes non fiscales	13,5	35,3	59,3	34,0
Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)	6,0	56,6	100,0	32,0
Dépenses totales et prêts nets	1 461,7	1 604,3	1 437,9	1 552,8
Dépenses courantes	1 320,2	1 354,7	1 223,6	1 326,0
Salaires	363,2	349,3	351,5	359,0
Intérêts	147,1	241,9	80,0	152,0
Sur la dette intérieure	24,1	23,6	35,0	75,0
Sur la dette extérieure	123,0	218,3	45,0	77,0
Autres dépenses courantes	809,9	763,5	792,1	815,0
Dépenses en capital	141,5	249,6	214,3	226,8
Dépenses budgétaires	91,5	102,9	119,3	135,8
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	50,0	146,7	95,0	91,0
Dépenses de restructuration	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (hors dons) ^{a)}	593,5	748,5	- 24,7	267,4
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	426,5	440,1	- 64,7	131,4
Arriérés	67,0	1 924,6	- 353,5	- 264,6
Arriérés intérieurs	0,0	1 830,6	- 300,0	- 137,6
Arriérés extérieurs	67,0	94,0	- 53,5	- 127,0
Solde base caisse ^{c)}	493,5	2 364,7	- 418,2	- 133,2
Financement	- 493,5	- 2 364,7	418,2	133,2
Financement intérieur	- 343,9	- 2 174,2	686,5	342,2
Bancaire	16,7	- 68,8	321,4	572,6
Non bancaire	- 360,5	- 2 105,4	365,1	- 230,4
Financement extérieur	- 149,6	- 190,5	- 268,3	- 209,0
Tirages sur emprunts	44,0	278,0	76,0	59,0
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 339,0	- 578,5	- 432,0	- 399,0
Réaménagement de la dette extérieure	107,4	75,0	52,7	96,0
Divers	38,0	35,0	35,0	35,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	23,4	24,2	19,9	21,2
Recettes pétrolières	16,0	15,7	10,2	13,5
Dépenses courantes	16,4	16,5	19,1	17,0
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	5,3	5,3	- 1,0	1,7
Dettes publiques	103,8	103,8	124,9	105,6

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

Congo – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	1 517,2	1 294,0	- 226,3	849,4
1 - Biens et services	1 956,1	1 749,9	116,5	1 110,5
Balance des biens	2 925,7	2 849,7	1 248,9	2 307,6
Exportations de biens FOB	4 810,1	4 839,2	2 849,9	4 115,2
<i>dont : pétrole</i>	<i>4 336,0</i>	<i>4 390,6</i>	<i>2 444,6</i>	<i>3 612,4</i>
<i>bois tropicaux</i>	<i>141,7</i>	<i>141,0</i>	<i>155,6</i>	<i>141,6</i>
<i>gaz</i>	<i>23,4</i>	<i>22,3</i>	<i>23,2</i>	<i>56,8</i>
<i>cuivre</i>	<i>55,3</i>	<i>53,7</i>	<i>29,6</i>	<i>52,5</i>
Importations de biens CAF	- 2 357,4	- 2 347,6	- 1 889,1	- 2 183,0
Importations de biens FOB	- 1 884,4	- 1 989,5	- 1 601,0	- 1 807,6
<i>dont : secteur pétrolier</i>	<i>- 950,5</i>	<i>- 1 008,2</i>	<i>- 621,1</i>	<i>- 743,5</i>
<i>secteur public</i>	<i>- 250,8</i>	<i>- 274,8</i>	<i>- 307,2</i>	<i>- 313,4</i>
Balance des services	- 969,6	- 1 099,8	- 1 132,4	- 1 197,1
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 455,0</i>	<i>- 340,0</i>	<i>- 277,5</i>	<i>- 360,0</i>
2 - Revenus primaires	- 457,3	- 475,1	- 443,9	- 283,0
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 491,7</i>	<i>- 591,0</i>	<i>- 517,7</i>	<i>- 549,7</i>
3 - Revenus secondaires	18,5	19,2	101,0	21,9
Administrations publiques	21,2	21,5	102,8	22,1
Autres secteurs	- 2,7	- 2,3	- 1,8	- 0,2
b - Compte de capital	- 5,9	50,7	13,1	26,2
c - Compte financier	- 1 981,1	- 1 192,4	564,4	- 1 294,7
Investissements directs	- 2 519,4	- 1 923,3	- 1 773,1	- 855,8
Investissements de portefeuille	748,0	- 0,8	- 0,8	- 0,8
Autres investissements	- 209,7	731,7	2 338,3	- 438,1
Financement exceptionnel (pour mémoire)	174,4	169,0	- 0,8	- 31,0
d - Erreurs et omissions nettes	317,6	- 44,5	172,4	225,8
e - Solde global (a + b - c + d)	- 152,2	107,8	523,6	- 193,3
Solde courant (en % du PIB)	18,8	15,7	- 3,5	10,9
Solde global (en % du PIB)	- 1,9	1,3	8,2	- 2,5

Source : BEAC.

Congo – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
Court terme	595	561	546	594
Moyen terme	521	498	537	558
Long terme	20	23	31	84
Total	1 136	1 082	1 114	1 237

Source : BEAC.

Congo – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2019	2020	2021	Passif	2019	2020	2021
Valeurs immobilisées	282	315	331	Capitaux permanents	342	336	395
Opérations avec la clientèle	1 076	1 215	1 281	<i>dont fonds propres</i>	<i>278</i>	<i>187</i>	<i>283</i>
<i>dont créances nettes en souffrance</i>	<i>216</i>	<i>140</i>	<i>89</i>	Opérations avec la clientèle	1 309	1 623	1 687
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	475	621	729	Opérations diverses	87	89	111
Autres postes de l'actif (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)	87	70	88	Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	182	173	236
Total	1 920	2 221	2 430		1 920	2 221	2 430

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Congo – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	70,6	72,7	62,4
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	1,1	6,0	10,9
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	2,5	14,4	25,1
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	28,1	21,7	17,2
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	20,1	11,5	6,9
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	35,9	53,0	64,2

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Congo – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2019	2020	2021
1. Produits bancaires	1 418	3 137	298
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5	8	11
Produits sur opérations avec la clientèle	77	79	101
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	3	2	3
Produits sur opérations diverses	1 321	3 030	159
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	12	18	24
2. Charges bancaires	1 274	2 997	127
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	7	6	7
Charges sur opérations avec la clientèle	8	12	11
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	2	2	2
Charges sur opérations diverses	1 256	2 976	105
Charges sur ressources permanentes	1	2	1
3. Produit net bancaire (1 - 2)	144	140	171
4. Produits accessoires nets	4	6	7
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	148	146	179
6. Frais généraux	88	88	92
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	14	14	15
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	46	44	72
9. Provisions nettes sur risques	27	27	11
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	- 1	2	- 1
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	18	19	60
12. Résultat exceptionnel net	- 8	4	- 9
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	3
14. Impôts sur les bénéfices	7	3	11
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	4	20	43

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Congo– Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	29,5	16,4	21,8
Rapport de liquidité	152,0	174,4	175,9

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Congo – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2021
Représentation du capital minimum (≥ 10 Mds XAF)	80
Capitaux propres (≥ 6 %)	90
Fonds propres de base (≥ 7,5 %)	70
Couverture des risques (≥ 9,5 %)	80
Limite globale de la norme de division des risques (8 fois les fonds propres)	90
Limite individuelle de la norme de division des risques (45 % des fonds propres)	70
Couverture des immobilisations (≥ 100 %)	50
Rapport de liquidité (≥ 100 %)	90
Coefficient de transformation (≥ 50 %)	70
Engagements aux apparentés (≥ 15 % des fonds propres)	80
Adéquation des fonds propres	80

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.